Nº 1722. — 5e Année | CINQ CENTIMES | Samedi 1er Juillet 1893

RÉDACTION & ADMINISTRATION :
ROUBAIX, rue du Vieil-Abreuvoir, Nº 13
TOURCOING, rue Verte, 56

PRIX DES ABONNEMENTS
ROUBAIX-TOURCOING
3 mois, 4 fr. 50. — Un an, 18 fr.
NORD et départements limitrophes
3 mois, 6 fr. — Un an, 24 fr.
L'abonnement continue sauf avis contraire.

L'AVENIR DE ROUBAIX-TOURCOING

Journal Républicain quotidien

PRIX DES ANNONCES :
ANNONCES........ 0 fr. 25 la ligne
RÉCLAMES........ 0 fr. 50 —
FAITS DIVERS...... 0 fr. 75 —
LOCALES......... 1 fr. 00 —

Les annonces sont reçues à LILLE, aux bureaux du Journal et PARIS, l'Agence Havas, place de la Bourse, 10.

TÉLÉPHONE

ARCHIVES Communales TOURCOING

UN PROGRAMME

M. Maujan, directeur de *Germinal*, et l'un des membres les plus écoutés et les plus autorisés de l'extrême-gauche de la Chambre, a prononcé dimanche à Reims un important discours.

A la veille des élections législatives, l'éloquent député de Paris a voulu prendre position au nom de ses amis du parti radical. Il a exposé la politique qui s'impose, selon lui, au parti républicain, et il a tracé les grandes lignes du programme de réformes qui devra constituer l'œuvre de la prochaine législature, et auquel il invite à se rallier tous les républicains résolument progressistes, tous les démocrates de bonne volonté.

En regard des défections de certains radicaux comme M. Millerand, qui sont passés avec armes et bagages au collectivisme, entraînant à leur suite quelques anciens centre gauche comme MM. Goblet et Jaurès, M. Maujan arbore hautement le drapeau d'un grand parti républicain de réformes, composé des progressistes, des radicaux et des socialistes indépendants.

En face du marxisme à origine et à tendances allemandes, il entreprend de créer un parti socialiste national, un parti qui « répudie les violences, mais qui soit résolu à répondre par des réformes larges et rapides aux cris d'appel des travailleurs, et qui sache accomplir pacifiquement la Révolution économique et achever l'organisation sociale de la République. »

Nous croyons devoir reproduire en entier ce beau discours, qui aura dans le pays un grand retentissement, et dont nous indiquerons l'importance et la portée en disant qu'il a recueilli l'approbation presque unanime de la presse républicaine progressiste. La *Lanterne*, le *Radical*, la *Justice*, le *Voltaire*, le *Rapide*, la *Nation*, le *Paris*, ont adhéré presque sans réserves au démocratique programme formulé par l'orateur de Reims; et des journaux modérés, comme le *Temps*, la *Paix*, l'*Estafette*, n'hésitent pas à rendre hommage à l'attitude vraiment républicaine de M. Maujan, et à reconnaître que « sa doctrine socialiste a le mérite d'être très abordable, de ne rebuter ou scandaliser personne *à priori*, de ne heurter aucun des sentiments sur lesquels repose la société et notre état actuel de civilisation, de n'immoler ni l'individu, ni la Patrie. »

Voici en quels termes s'est exprimé M. Maujan :

Discours de M. Maujan

Citoyens, vous m'avez invité à venir m'entretenir avec vous de la situation politique. Vous avez désiré savoir ce que les *jeunes de l'armée républicaine*, après les vétérans du pouvoir, pensaient et voulaient. Je vous remercie de m'avoir fourni l'occasion de dire clairement comment nous entendons orienter la politique du pays, et quelle attitude nous comptons prendre en face des événements et des hommes de la prochaine législature.

Le passé républicain

Je serai à mon aise pour m'expliquer ici, au milieu de vous, républicains de *la première heure*, qui avez défendu, sans compromissions, le drapeau démocratique, qui avez repoussé par trois fois l'assaut des réactions coalisées et qui vous êtes toujours souvenu, conformément aux vieilles traditions de la cité Rémoise, que si la fraternité des peuples a ses espérances, c'est encore la patrie qui a les droits les plus sacrés, et pour laquelle notre devoir réserve *les affections les plus profondes et les sacrifices les plus hauts* (Applaudissements.)

Si je rappelle les luttes soutenues pour la République, c'est qu'on est trop souvent oublieux, à notre époque, des services rendus; c'est qu'on fait trop facilement litière des colères fécondes et des indignations viriles; c'est qu'on rejette trop légèrement les principes pour donner l'accolade aux petits intérêts et aux petites intrigues de ceux qui, hier encore, étaient les adversaires acharnés de l'idée républicaine. (Applaudissements répétés).

Eh bien! nous n'oublierons pas, nous, messieurs, comment nous avons trouvé la Patrie, en pleine invasion étrangère; les efforts héroïques de la défense nationale, la patience obstinée des républicains à reconstituer l'armée, les finances et toutes les forces vives de la nation; *nos angoisses, nos combats*, nos victoires pour asseoir, définitivement incontestée, la République dans ce pays. (Bravos.)

Nous n'oublierons pas non plus les aînés qui tenaient le drapeau pendant cette bataille politique de vingt ans, ni l'ennemi qui, sous différents masques, s'efforça de calomnier et d'étouffer nos institutions (Très bien, très bien).

Les ralliés

Ce n'est pas que nous voulions repousser des concours sincères, quoique tardifs; ce n'est pas que nous entendions prendre une attitude farouche de sectaires au milieu de cette réconciliation soi-disant générale de tous les Français. Mais il ne nous convient pas de traiter avec l'adversaire; il ne nous convient pas de faire marché de nos idées et de nos programmes; il ne nous convient pas de négocier des alliances. (Bravos et applaudissements).

Voilà que les déserteurs de la Monarchie rejoignent la colonne républicaine qui, elle, est en marche vers les réformes et la justice sociale. Nous n'avons ni à nous arrêter, ni à tourner la tête; c'est en avant que nous portons nos regards. Nous n'avons ni le temps, ni le goût de connaître ce qui se passe à notre arrière garde, et si, après les longues étapes accomplies pour le bien de la démocratie, nous voyons, à la halte, que nous sommes plus de Français qu'au départ, nous ne demanderons pas aux nouvelles recrues d'où elles viennent, nous nous contenterons de les encadrer, de les instruire et de leur enseigner, si possible, l'esprit de discipline et de fidélité à la République. (Vifs applaudissements.)

En attendant, nous restons à notre rang, nous ne mêlons pas les troupes, nous ne sollicitons de ce côté aucune alliance, aucune combinaison; et si nous convenons que la République ne saurait être la chose d'un parti nous disons hautement aussi *que c'est aux républicains seuls qu'il faut*, par droit de naissance et par droit de conquête, en confier le service et la garde. (Applaudissements.)

Ce que nous dous refusons à faire, ce que nous considérons comme une duperie ou comme une défaillance, d'autres républicains ont cru politique de le tenter. Poussés par la crainte du socialisme et peut-être par l'espérance du pouvoir, *ils se résignent à se rallier* aux Ralliés pour former ce parti républicain conservateur ou libéral qui a la prétention de résoudre toutes les questions par la formule économique du laisser faire, que l'on confond à plaisir avec la doctrine de la liberté. (Vives adhésions).

Ce mouvement ne saurait nous inquiéter, car il aura pour conséquence une classification *nouvelle et précise des partis*; et, puisque avec les Centres et les Ralliés on forme le parti républicain conservateur, en face de ce parti, avec les progressistes, les radicaux et les républicains socialistes indépendants, nous formerons, nous, le grand parti républicain de réformes, le parti républicain réformiste ou socialiste (Approbation unanime — Applaudissements).

Le grand parti républicain

C'est ce parti, qui aura pour centre les radicaux, et qui comprendra tous les républicains qui se réclament de la Révolution française, tous les démocrates qui, loin de redouter et de vouloir combattre le mouvement socialiste n'hésitent pas à se mettre à sa tête pour lui donner l'impulsion régulière voulue, et tous *les hommes politiques répudiant les violences* mais résolus à répondre par des réformes larges et rapides aux cris d'appel des travailleurs, c'est ce parti qui saura accomplir pacifiquement la révolution économique et achever l'organisation sociale de la République. (Très bien, très bien)!

Les frontières du parti, mais elles sont logiquement indiquées : à Droite, les *conservateurs plus ou moins républicains* : à Gauche, *les collectivistes révolutionnaires. Nous ne* sommes pas, en effet, de ceux qui pensent que le socialisme puisse tenir dans une formule unique. Il est des questions sociales qui seront résolues par la seule action de l'initiative et de la liberté; il en est d'autres qui exigeront l'intervention collective de l'État; mais nous ne saurions admettre la formule embrumée, *utopique et dangereuse du communisme* : nous ne saurions admettre la transformation successive de toutes les industries privées et services publics; nous n'accepterons jamais un socialisme qui prend le nivellement par en bas pour la doctrine de l'égalité, qui, au lieu de poursuivre la diffusion de la propriété individuelle, rêve de faire de l'État une immense gamelle, qui abaisse l'horizon politique au *lieu de l'étendre à l'infini, et qui prêche la* lutte et la haine des classes. (*Bravos répétés*).

La lutte de classes

Ah! la lutte des classes. Il faut s'expliquer sur ce point : nous avons le devoir de dire la vérité au peuple dont nous sommes les *serviteurs dévoués, mais dont nous ne consentirons* jamais à devenir les courtisans. Eh bien! il ne nous plaît pas de nous mettre à la remorque des partis révolutionnaires, et nous affirmons nettement qu'une politique qui, cent ans après cette Révolution qui a détruit les castes et les privilèges de toutes sortes et qui a voulu faire de ce peuple un grand peuple de citoyens ayant les mêmes droits et les mêmes devoirs, une *politique qui vise la* séparation des classes, est une politique *étroite*, exclusive et sans lendemain. (Marques d'adhésion.)

Une politique qui proclame que l'heure de l'assaut et du pouvoir a sonné pour le parti que l'on a improprement appelé le quatrième État, ne saurait avoir une grande signification. Après la Bourgeoisie, après le tiers État, et a noi de suite invraisemblablement, le cinquième État commençant, lui aussi, à *montrer les dents*. Mais la formule est par trop simple et nous ne croyons guère à sa valeur historique. (Sourires. — Approbation).

La Pacification par les Réformes

Nous sommes, nous, *au contraire*, pour la politique de la fusion des classes contre la politique de la division des classes, pour la politique de pacification par les réformes. (Applaudissements). Oui, les réformes, nous les voulons profondes. Oui, nous disons que si la première République nous a donné la liberté sociale, si la République de 48 nous a donné la liberté politique, il appartient à la troisième République *de nous donner* la liberté économique, c'est-à-dire de résoudre la grande question de l'émancipation du travail. Oui, nous déplorons les inégalités sociales et nous voulons les réformer.

Oui, nous sommes entraînés vers les pauvres gens : oui, nous entendons que la terre de France nourrisse tous ses enfants; oui, nous désirons la suppression de cette vieille misère humaine *qui a six mille ans*, comme le criait Marat, à Robespierre; mais nous disons que cette émancipation sera l'œuvre de tous les républicains de bonne volonté et non d'une coterie, que les penseurs y apporteront leur âme comme l'ouvrier y apportera son vote énergique (Double salve d'applaudissements).

Au surplus, politiquement parlant, il n'est plus *de bourgeois, ni d'ouvriers* : le Suffrage universel a fait de tous des électeurs et des citoyens. — Et c'est du suffrage universel, c'est du bulletin de vote, c'est de la libre discussion que nous attendons l'avènement politique de la justice sociale.

Nous répudions la violence, comme nous répudions, à l'heure actuelle, l'internationalisme, car, pour nous, la patrie ne sera grande que par *les réformes, et les réformes ne* pourront elles-mêmes aboutir que si la patrie demeure aimée et indépendante. (Oui! oui!) Aussi est-ce là le premier article de notre programme. Et à ceux qui crient : Vive l'Internationale! nous répondrons : Vive l'Alsace-Lorraine!... (Triple salve d'applaudissements) car la Patrie, ce n'est pas seulement ce champ, cette maison, ce coin de ciel où nous avons vécu, c'est surtout et avant tout la grande légende des souffrances de la glèbe, ce sont les acclamations éclatant dans tous les esprits à l'aurore de la liberté, c'est cette espoir de fraternité animant tout un peuple, c'est le souvenir des larmes pleurées ensemble aux jours de malheur, c'est cet azur de France qui porte dans ses plis, avec l'âme héroïque des ancêtres, les résolutions viriles de notre jeune République. (*Vive émotion. — Applaudissements prolongés.*)

Donc, pas d'alliance à droite, et pas de concessions à gauche sur les questions de communisme, d'internationalisme, de violence et de lutte de classes. Il serait illusoire en effet, et naïf de solliciter un concours qui nous serait logiquement refusé en raison des doctrines absolument contraires — et sans *excommunier qui que ce soit*, en nous adressant uniquement au loyalisme républicain, il nous est bien permis d'affirmer que c'est notre parti, le parti républicain socialiste, qui tient le drapeau; on peut venir à lui et à son programme dont nous allons indiquer les grandes lignes; lui, il n'a à aller à personne, car il a la conviction de se trouver dans la tradition révolutionnaire et dans la vérité *politique* (Très bien! très bien! — Approbation).

Le programme

Messieurs, vous n'attendez pas de moi que *je vous trace le programme complet de la démocratie*. Il est, comme le progrès lui-même, infini. Je me bornerai à vous exposer un programme de législature. Nous pensons que tout l'effort de la prochaine Chambre devra porter sur les questions sociales les plus faites pour amener l'apaisement dans les esprits. C'est là la vraie réconciliation sociale que nous rechercherons par dessus tout. (Oui! *Oui!*)

Nous n'insisterons pas sur la question du retour à l'État des mines et des chemins de fer, c'est un article qui figurait au programme de 1869 et que nous accepterons à son heure, non comme la préface du collectivisme mais, comme on l'a fait dans certains pays monarchiques, dans l'intérêt même de la défense nationale, nous ne saurions considérer, en effet, *comme d'autres l'ont déclaré*, que c'est là la base d'une grande politique démocratique, pas plus que nous n'admettrons que la journée de huit heures, d'une application possible et pratique à certaines industries comme les mines, puisse passer pour la première revendication socialiste.

Non, ce qui tient le plus au cœur de l'ouvrier, ce qu'il importe de résoudre avant tout c'est *la vie à bon marché, ce sont ces questions* du salaire, du crédit et de la retraite qui, pour le travailleur, peuvent s'appeler d'un mot singulièrement éloquent dans sa simplicité : le droit à l'existence. C'est mieux que des institutions de bienfaisance que nous voulons créer, c'est un droit que nous sommes déterminés à proclamer et à appliquer.

Mais pour résoudre ces graves problèmes du prolétariat, il nous faudra de l'argent, beaucoup d'argent, et ce n'est que par l'établissement d'un budget à la fois souple et solide que nous pourrons aboutir. C'est la refonte de notre système fiscal qu'il faut effectuer, c'est la réforme générale de l'impôt qu'il faut accomplir, cette réforme générale de l'impôt dont on a dit, avec raison, qu'elle était *la préface indispensable des grandes* questions sociales. (Vifs applaudissements.)

La réforme générale de l'impôt

Notre système d'impôts, vous le savez, est à modifier profondément. Il retarde de cent ans, car nous nous trouvons, au point de vue fiscal, en deçà des propositions des assemblées révolutionnaires qui, elles, avaient au moins condamné *le système des impôts de* consommation et qui avaient su proclamer le *véritable principe budgétaire en déclarant* que « tout citoyen doit contribuer aux charges publiques conformément à ses facultés ». Notre système d'impôt, mais c'est le vieux système improportionnel et vexatoire, pesant lourdement sur les pauvres, entravant l'activité commerciale dans ses moindres *manifestations, d'une comptabilité complexe*, d'un recouvrement coûteux, d'un caractère absolument antidémocratique.

Il y a lieu de le changer rapidement, et non par petits paquets, sans méthode, et quelque peu au hasard, mais d'ensemble, car tout se tient en matière d'impôts. En résumé, après avoir conservé des impôts indirects ceux qui ont le caractère facultatif, comme l'impôt sur les tabacs, sur l'alcool, *etc.*, et les produits des exploitations industrielles de l'État, nous nous proposons de demander les ressources budgétaires nécessaires à la richesse, au moment de sa transmission, par un impôt plus élevé sur les successions, et, au moment de sa digestion (rires, applaudissements), par un impôt gradué sur le capital et le revenu. (Bravos) Le caractère de notre réforme, on le voit, est essentiellement *éclectique*, puisque nous nous adressons à la fois à l'impôt indirect comme à l'impôt direct, mais en nous gardant bien d'imposer les objets de première nécessité.

Nous frappons les ressources et non les besoins, en répartissant cette charge énorme de plus de trois milliards sur les épaules de la nation, de sorte que sa marche vers le progrès n'en soit *ni arrêtée ni retardée*. (Vifs applaudissements.) Que l'on ne s'y trompe pas, la *réforme de l'impôt* est surtout une question de répartition, la politique des dégrèvements étant forcément une politique des plus limitées.

Salaires et retraites aux travailleurs

Par les conséquences immédiates d'une telle réforme, l'ouvrier des campagnes est déchargé des prestations et de l'impôt foncier. Le *commerçant, débarrassé des patentes* et des taxes sur la circulation, pourra tenir tête *aux grandes entreprises* commerciales et lutter victorieusement contre la concurrence étrangère. La suppression des octrois et des droits sur les boissons hygiéniques profitera à tous. Le dégrèvement de propriétés bâties entraînera la baisse des loyers. Enfin, l'ouvrier des villes qui donne aujourd'hui au fisc presque *le quart* de son salaire, paiera à peine le dixième de ce qu'il payait par suite de la suppression des impôts de consommation et d'une répartition plus équitable des charges publiques. C'est comme si son salaire était augmenté de 80 centimes par jour. La question du salaire est ainsi en partie résolue. (Très bien! Très bien! Bravo! Bravo!)

A l'aide des *ressources qui nous seront* fournies par l'impôt gradué sur le capital et sur le revenu — lequel constitue la partie mobile de notre budget et comme une sorte de thermomètre politique, — nous pourrons accorder et résoudre successivement ces grands problèmes de l'instruction secondaire à donner gratuitement, et comme un droit, à tout *enfant pauvre après concours* (Adhésion unanime); du *crédit industriel et agricole*, en nous appuyant sur les avantages que nous exigerons d'une nouvelle organisation de la Banque de France; et enfin de la retraite pour ces vieux travailleurs qui ont tout donné à la patrie — dont ils ne possèdent pas un morceau — et dont le pays voudra assurer les dernières années de repos, comme eux ils ont assuré sa richesse, sa grandeur et sa sécurité. (Salve d'applaudissements).

Conclusion

Ce programme de législature, citoyens, en apportant au monde du travail l'égalité sociale, fera l'apaisement *dans tous les rangs* de la société. Il sera complété par des lois de protection en faveur des prolétaires auxquels nous conseillons de se syndiquer en face *des capitaux coalisés, mais qui devront res*pecter la liberté des ouvriers non syndiqués, comme nous exigerons des patrons la soumission aux lois de garantie qui devront être votées (Bravo!)

La question religieuse nous trouvera aussi au premier rang de ses défenseurs, et nous essaierons de la résoudre avec cette unique préoccupation d'assurer le respect de la *liberté de conscience en même temps que* tous les droits de l'État laïque (Applaudissements).

Et quand la Chambre aura accompli une aussi grande œuvre, elle aura toute autorité alors pour traiter de la Réforme administrative et constitutionnelle, pour réduire nos grandes administrations publiques dont les dépenses, depuis vingt ans, ont augmenté de *près de cent millions, et pour préparer* à la fin de la législature, cet examen d'une *Constitution républicaine* en harmonie avec le génie démocratique du pays. (Approbation unanime — Bravo).

C'est ainsi que nous concevons l'attitude de ce grand parti de réformes qui voudra donner à la République son organisation sociale, et qui est bien résolu à pratiquer une politique *plus haute que la politique de tolérance*, une politique de générosité, libre de toutes compromissions, dégagée de petits intérêts personnels et ne visant que l'idéal républicain (Triple salve d'applaudissements).

Citoyens, je salue cet avenir qui tuera la haine, qui fera la Patrie indépendante et la République immortelle. (Applaudissements prolongés).

Petites Nouvelles

Il se confirme que le général Dodds, à l'expiration de son congé de convalescence, prendrait le commandement de la *brigade d'infanterie de marine* en garnison à Rochefort.

Ce commandement lui serait d'ores et déjà réservé; c'est ce qui explique qu'il est en ce moment occupé provisoirement par un colonel d'infanterie de marine.

***

Nos lecteurs savent que depuis quelques jours, et à la suite de démêlés de famille gardés très mystérieusement, une rencontre doit avoir lieu entre deux gentilshommes espagnols.

Les conditions de cette rencontre sont des plus *sévères, et c'est un véritable* duel à mort qui aura lieu entre les deux adversaires. MM. le comte de Santa-Colona et le marquis de Fontana.

M. le comte de Santa-Colona est à Paris depuis huit jours, attendant son adversaire qui ne doit *arriver que dans* quarante-huit heures.

***

La rencontre annoncée entre MM. Catulle Mendès et Jules Bois a eu lieu hier à quatre heures, aux environs de Paris.

Deux balles ont été échangées sans résultat.

***

Le tabac subira-t-il, cette année, l'effet de la sécheresse et doit-il voir, comme les fourrages, ses prix s'élever à des hauteurs inconnues?

On peut constater ce mouvement ascendant par la *demande que vient de faire le gouvernement* d'un crédit supplémentaire de 4 millions pour les tabacs.

Les adjudications de tabacs exotiques qui ont eu lieu les 7 et 9 juin, ont, en effet, fait ressortir *une augmentation* de 15 à 20 0/0 sur les prix de 1892.

***

Les grandes villes de l'univers.

Il résulte d'une statistique récemment publiée qu'en Angleterre il existe 30 villes ayant plus de 100.000 habitants. L'Allemagne en compte 24, la France et la Russie chacune 12, l'Italie 10, l'Autriche-Hongrie 6, l'Espagne 5, la Belgique, les États scandinaves, la Roumanie, et les provinces balcaniques, chacune 4, les Pays-Bas, le Portugal 2 il y a donc en tout 116 villes en Europe ayant plus de 100.000 habitants.

***

L'Asie en possède 105 (53 en Chine, 30 dans anglaise) En Afrique, il en existe 7, en Amérique 40 (les États-Unis figurent dans ce total pour 28): dans l'Amérique du Sud, 9. L'Australie n'a que *deux grandes villes*

La population totale des grandes villes de l'Univers est d'environ 80 millions d'habitants, ce qui représente 5,4 pour cent de la population totale du globe.

Parmi les grandes villes, Londres tient la première place avec 4.416.000 âmes, viennent ensuite Paris 2,713.000, New-York, Brooklyn 2.352,000 et Berlin 1,768.548.

***

Le docteur Gall, étant allé visiter l'hôpital des *fous, à Bicêtre, fit à un fou qui le conduisait* la question suivante :

— Pourquoi vous a-t-on mis ici, mon ami? Car il me semble que vous n'êtes rien moins que fou, et je ne trouve pas non plus sur votre crâne l'organe de la folie.

Le fou répondit :

— Monsieur le docteur, ne soyez point étonné de ne pas trouver sur cette tête que vous me voyez les signes de la folie, car il faut vous dire que c'est une tête que l'on a mise en place de celle que j'ai perdue pendant la Révolution.

Le traité de commerce franco-russe

Dans le monde diplomatique on est vivement intéressé par la double nouvelle qui circule en ce moment : conclusion d'un traité de commerce entre la Russie et la France et échec définitif de la chancellerie allemande, qui avait, elle aussi, essayé de se rapprocher de son puissant voisin de l'Est.

On fait surtout ressortir avec quelle habileté la France a su, en faisant des concessions sur les pétroles, aboutir à la signature d'un traité qui est, en définitive, tout à son avantage, tant au point de vue matériel qu'au point de vue moral. L'heureuse issue de ces négociations donne en effet un éclatant démenti aux journaux allemands qui prétendaient voir certains symptômes de refroidissement entre les deux pays amis, et l'échec du gouvernement allemand souligne encore le succès que la diplomatie française vient de remporter en Russie.

LE 14 JUILLET

Les décorations

Ainsi que nous l'avons dit hier et malgré les affirmations de certains de nos confrères, il est inexact que *tous* les ministères aient décidé d'ajourner les décorations du 14 juillet.

La promotion du ministère de l'instruction publique notamment ne sera pas retardée.

Ce qu'il y a simplement de certain, c'est que les décorations relevant du ministère de l'intérieur seront ajournées.

Les Élections allemandes

Le *New-York Herald* publie la dépêche suivante :

Berlin, 28 juin — D'après de pointages très minutieux, il y a à l'heure qu'il est 188 voix pour la loi et 195 contre.

Le docteur Bockel affirme que 7 antisémites voteront contre la loi. Toute la lutte se livre autour des 14 députés polonais que le gouvernement essaie d'attirer de son côté, tandis que le centre fait des efforts dans le sens contraire.

La petite majorité qu'aura la Prusse au nouveau Reichstag sera un assemblage mal *solide de groupes hostiles les uns aux autres* et que disloquera le premier choc de la masse compacte de l'opposition.

On voit ce qu'est « la victoire » du gouvernement de Berlin.

N'importe, l'empereur aura sa loi, ou quelque chose qui y ressemblera, et il triomphera momentanément.

Qu'il triomphe! Nous triompherons avec lui. Car, d'abord, si le Reichstag neuf avait été le même que l'ancien et lui avait répété le refus de sa loi, on ne sait pas à quel excès la colère aurait pu porter un monsieur qui s'est cru le maître partout et qui aurait été obligé de reconnaître qu'il n'était pas le maître même chez lui.

D'autre part, le *Figaro* commente les élections allemandes de la façon suivante :

» Voilà donc les élections allemandes terminées et, à première vue, le gouvernement impérial paraît sûr de faire passer sa loi militaire. Mais cependant il se trouve encore en Allemagne *des gens qui ne croient pas le vote* assuré. Et voici les raisons qu'ils donnent : Pour obtenir le vote des progressistes et des catholiques dissidents, le gouvernement est obligé d'accepter le service de deux ans — or les conservateurs déclarent qu'ils voteront contre la loi si elle apporte le moindre changement à l'organisation de l'armée.

Voilà donc M. de Caprivi fort empêché! *D'un autre côté, il n'est rien moins que sûr* que *les antisémistes* votent pour la loi — il y en a même cinq qui ont déclaré, au cours de la lutte électorale, qu'ils voteraient contre toute augmentation de charges militaires. Enfin il y a les 14 Polonais qui ne donneront leur vote qu'à bon escient, c'est-à-dire moyennant des concessions qu'il sera peut-être difficile au gouvernement de faire. Voilà quelques-unes des raisons qui empêchent les officieux allemands de crier encore trop haut victoire.

Ils se tairont également sur le caractère des élections dans l'Allemagne du Sud. En Bavière, par exemple, il y a eu 154,963 voix en faveur de la loi et 698,743 contre; la proportion est la même dans le Wurtemberg et dans le grand-duché de Bade. Or, comme les *votes d'opposition ont été déposés tout autant* contre la loi militaire que contre l'hégémonie prussienne, il y a de quoi inspirer à Berlin quelques réflexions qui manqueront de charme, car c'est la première fois depuis 1870 que les symptômes de mécontentement sont aussi sensibles ».

Les papiers de la "Cocarde"

L'instruction

Il est vraisemblable que l'instruction que mène depuis huit jours M. Atthalin, sur les fameux papiers du nègre Norton, sera terminée dans deux jours.

Les dépositions recueillies hier et avant-hier sont en effet concluantes, et *le magistrat* instructeur est maintenant fixé sur la question d'authenticité des documents.

Il ne reste aucun témoin à entendre.

Norton et Ducret ont entendus à nouveau par le juge.

Dans l'après-midi, M. Atthalin a fait procéder à une perquisition dans les bureaux de M. de Cesti, faubourg Saint-Honoré, où les *scellés ont été apposés* la semaine dernière.

BEHANZIN

Un message au président de la République Propositions de paix.

Londres, 28 juin. — On mande de Lagos : Voici *le texte du message que* Behanzin adresse à M. Carnot :

« Deux fois victime de la trahison des Français, je veux que ce fait soit connu. Dans l'intérêt du pays, je désire mettre fin à la guerre sous des conditions justes pour le Dahomey. Ayant foi en l'honneur et en la justice de votre grand peuple, je propose d'envoyer des chefs munis de pleins pouvoirs pour conclure une paix honorable. »

Le conflit franco-siamois

Londres, 29 juin. — On télégraphie de Londres que le *Times* publie une dépêche de son correspondant de Bangkok, datée du 28 juin, annonçant l'arrivée de la canonnière *Lutin* devant la ville.

Des dispositions auraient été prises à bord en vue d'une action éventuelle.

Les Siamois prendraient de grandes mesures de défense sur la côte; ils auraient coulé trois vaisseaux à l'embouchure de la rivière pour en rétrécir autant que possible l'entrée, ils sont prêts à compléter cette estacade aussitôt qu'il sera nécessaire.

Le même journal publie une seconde dépêche de Bangkok, datée du 28 disant que l'amiral français est attendu cette nuit devant la barre de Bangkok.

UN PROCÈS MONSTRE

Dix millions réclamés à M. Eiffel

Nous lisons dans la *Libre Parole* :

L'assemblée générale des porteurs de parts Santerreau (Société d'études pour l'achèvement du Panama) tenue samedi dernier à la Société des Ingénieurs civils, a adopté à l'unanimité la résolution suivante :

Le directeur est invité à réclamer pour le compte de la société à M. Eiffel, le paiement des sommes que celui-ci s'est obligé à payer à MM. Santerreau et Porchet ou leurs ayants-droits, au cas de la Compagnie du Canal interocéanique, à la suite de son entreprise générale des travaux.

Les revendications qui portent sur 500 millions montent des travaux exécutés et deux tiers des avantages particuliers et majorations allouées au célèbre *entrepreneur*, s'élèvent à plus de DIX MILLIONS.

CORNÉLIUS HERZ

Cornélius Herz est toujours dans le même état : il y a plutôt un peu de mieux car la fièvre a disparu. Quelques dépêches d'hier parlaient « d'état comateux » : Herz a, au *contraire, toute sa connaissance*, mais il est extrêmement faible.

NOS DÉPÊCHES

Service spécial télégraphique et téléphonique de l'Avenir de Roubaix-Tourcoing

Conseil des Ministres

Paris, 29 juin. — Les ministres se sont *réunis ce matin à l'Elysée* sous la présidence de M. Carnot.

Musée du Louvre

M. Poincaré a fait signer le mouvement suivant :

M. Courajod est nommé conservateur de la sculpture au musée du Louvre.

M. Molinier est nommé conservateur d'objets d'art.

M. André Michel est nommé conservateur adjoint de la sculpture.

La sécheresse

M. Viger a annoncé qu'il avait adressé des instructions aux préfets, pour les inviter à veiller à ce que les municipalités donnent par voie d'affichage et autrement la plus grande publicité possible aux moyens indiqués aux agriculteurs pour remédier aux inconvénients causés par la sécheresse.

Le départ de M. Carnot

Paris, 22 juin, 4 h. 1/2. — Le président de la République accompagné de Mme Carnot, de son troisième fils, M. François Carnot et du lieutenant-colonel Dalstein, a quitté Paris ce soir à 4 h. 10, se rendant à Marly-le-Roy, où, *ainsi que nous l'avons déjà dit, il va se* reposer pendant quelques jours dans la résidence de « Mes Délices » que Mme Vve Boissaye a mis à sa disposition.

La gare St-Lazare, dès 3 h. 1/2, était encombrée, la foule avait envahi les escaliers conduisant à la cour de Rome, les trottoirs qui bordent celle-ci, ainsi que la grande salle des Pas-Perdus.

Mais le Président de la République a pénétré à 4 h. 15 dans la gare par la porte de l'administration centrale, rue de Rome, il y a été reçu par M. Blount, président de la Compagnie de l'Ouest, M. Marin, directeur de la Compagnie et tout le haut personnel qui l'ont conduit sur le quai nº 3, où un train spécial composé d'un wagon salon et d'une voiture de 1re classe était en gare.

La foule a un moment envahi les quais et de nombreux cris de : Vive Carnot! Vive la République, saluent le chef de l'État.

***

Le président de la République, Mme Carnot et leur fils et le colonel Dalstein, prennent place dans le wagon-salon et à 4 heures 10, le train s'ébranle pendant que les assistants manifestent leur sympathie respectueuse pour M. Carnot.

Le général Borius, secrétaire général de la présidence, qui avait accompagné le président de la République à la gare, est rentré à l'Elysée; il se rendra ce soir à Marly-le-Roy.

Le colonel Chamoin ne se rendra à « Mes Délices » que demain matin.

Arrivée du président de la République

Marly-le-Roy, 29 juin 5 h. 12. — Le président de la République est arrivé à Marly-le-Roy à 4 h. 45

Il a été reçu sur le quai de la gare par le maire de Marly, M. le docteur Brausse qui lui a adressé *quelques paroles* de bienvenue et des vœux pour le rétablissement de sa santé.

Le chef de l'État est monté ensuite en voiture avec Mme Carnot, leur fils et le colonel Dalstein et s'est rendu directement à « Mes Délices » où les honneurs militaires lui ont été rendus par le poste d'artilleurs.

Le monument de Fustel de Coulanges

Paris, 29 juin. — Aujourd'hui à deux heures a eu lieu à l'école normale supérieure, l'inauguration du monument élevé à la mémoire de M. Fustel de Coulanges, sous la présidence de M. Poincaré, ministre de l'instruction publique.

NOUVELLES PARLEMENTAIRES

L'agrandissement de la Bibliothèque nationale

M. Cabart Danneville propose d'inscrire au budget de l'instruction publique pour 1894 un crédit de un million « pour permettre d'amorcer les travaux d'agrandissement de la Bibliothèque nationale. »

Les contraventions sur les contributions indirectes

M. Cuneo d'Ornano reprendra, cette année, sa proposition annuelle tendant à appliquer l'article 463 du Code pénal (circonstances atténuantes) aux délits et contraventions prévus par les [illegible]

SÉNAT

AVANT LA SÉANCE

Les couloirs du Sénat sont en ébullition. Tout à l'heure la question du banquet Hoche et de l'incident qui en ont été la conséquence [illegible] on peut [illegible] que le ministère [illegible] désagréablement traité.

Les faits sont connus [illegible] s'est rendu à un banquet Hoche [illegible] démission. [illegible] est M. Barochas, un modéré, un ami de M. Constans.

Le président du conseil [illegible] la tête du préfet de Seine-et-Oise.

Toujours est-il que les esprits sont montés et il semble difficile que le gouvernement s'en tire, au Sénat, sans encombre [illegible] au Sénat, au point de vue ministériel, l'incident ne tirera pas à conséquence.